



**Tennessee
State Government**

ÉTAT DU TENNESSEE

PROJET DE LOI

Administration Lamb

**Projet portant sur la création d'un article du code
du travail visant à protéger nos fonctionnaires d'état**

Assemblée Générale
Cent vingt-septième législature

Enregistré à la présidence
de l'Assemblée Générale
Le **02/10/26**

2026

Projet de loi du Gouvernement

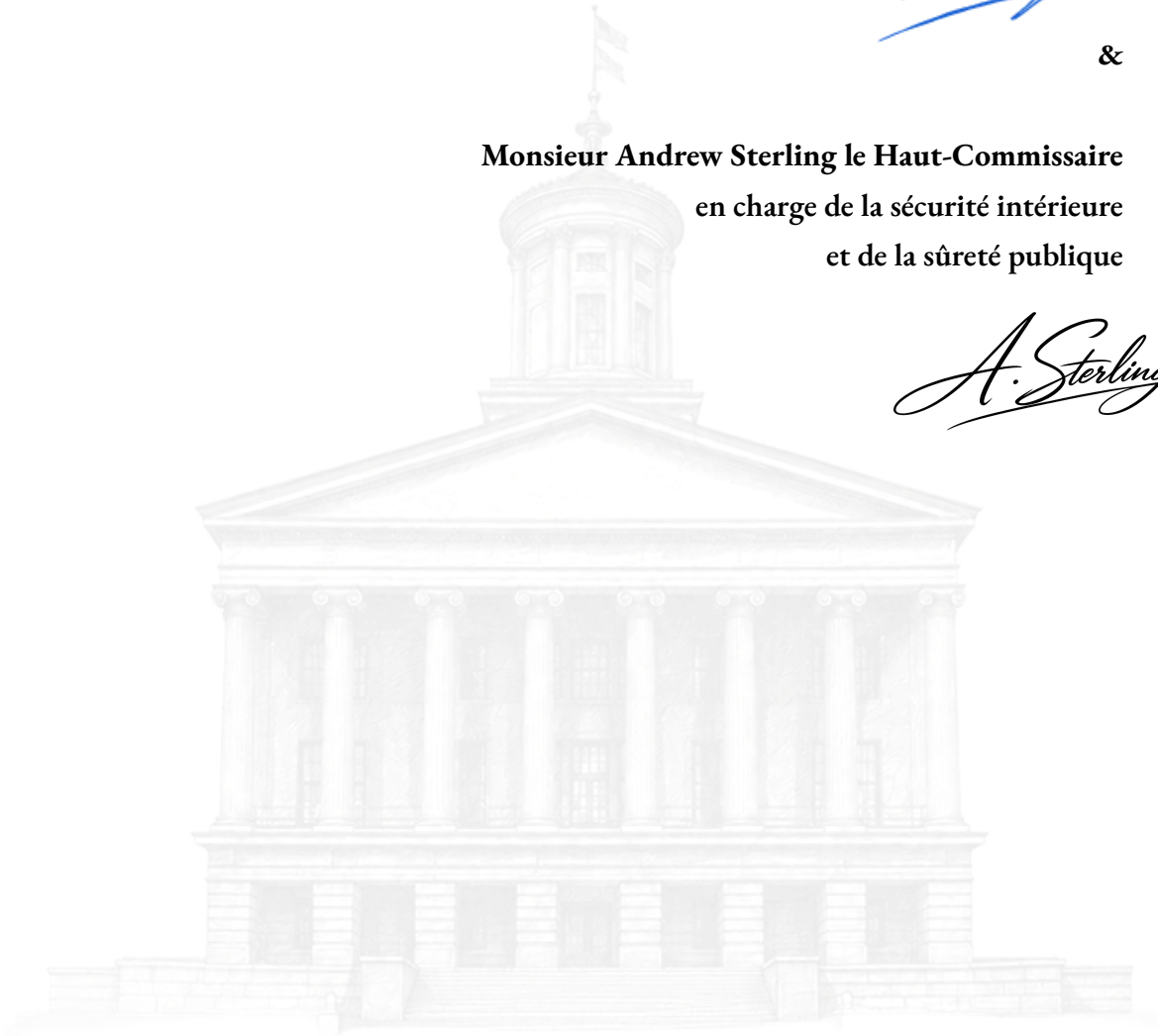
Renvoyé à la Chambre des Représentants,
de l'État du Tennessee

Présenté au nom de **Monsieur Mark Lamb**
Gouverneur élu de l'État du Tennessee



&

Monsieur Andrew Sterling le Haut-Commissaire
en charge de la sécurité intérieure
et de la sûreté publique



2026

EXPOSÉ DES MOTIFS

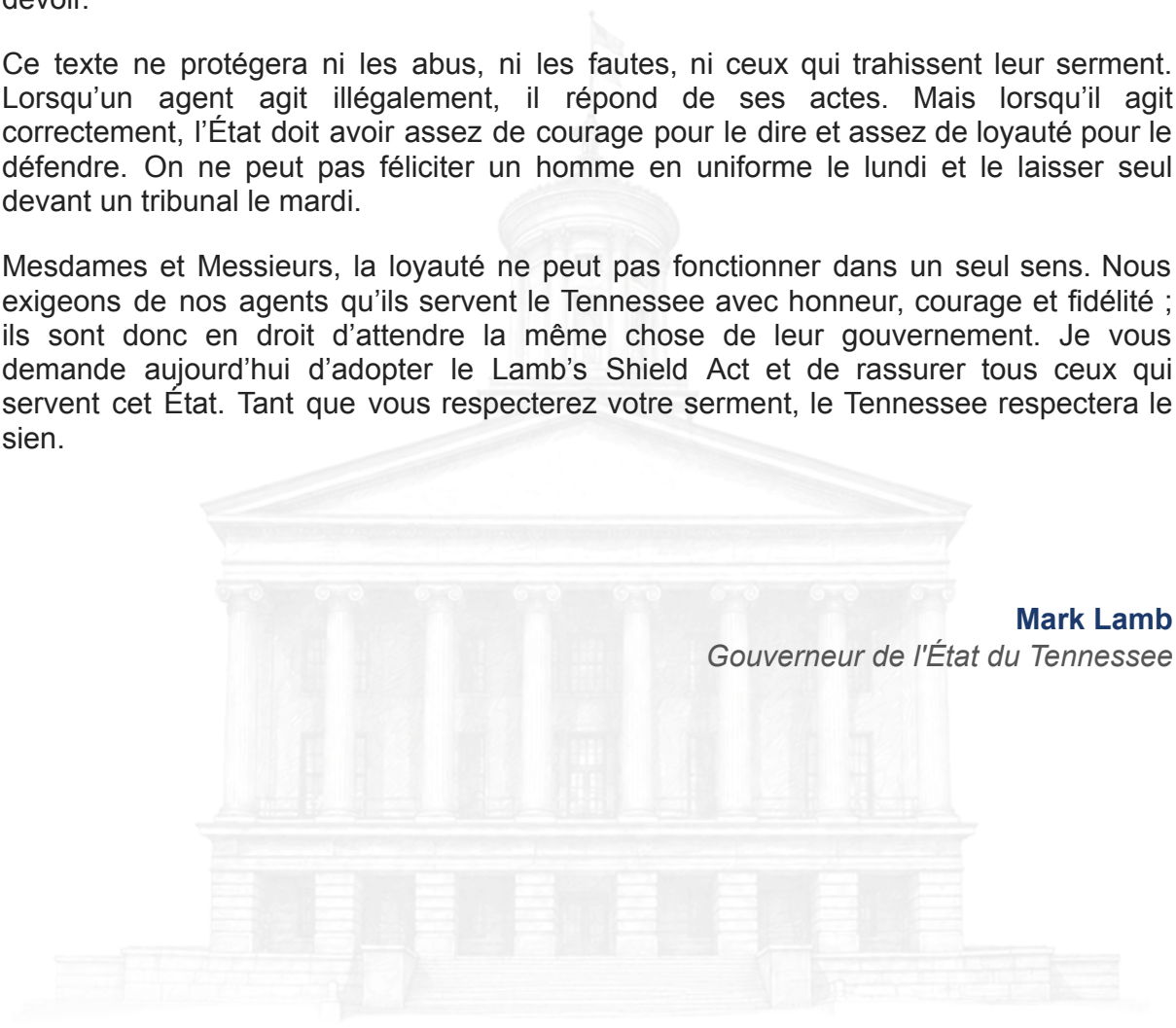
Mesdames et Messieurs les Représentants,

Je vous présente aujourd'hui le Lamb's Shield Act, un texte fondé sur le principe de loyauté. Lorsqu'un agent agit légalement au service du Tennessee, le Tennessee ne doit pas l'abandonner lorsqu'il est poursuivi pour cette action. Nous ne pouvons pas demander à nos fonctionnaires de prendre des décisions difficiles, parfois au péril de leur vie, puis disparaître dès qu'un avocat dépose une plainte.

Ce projet imposera au gouvernement de représenter, protéger et prendre intégralement en charge la défense de tout agent public poursuivi pour un acte que son administration aura reconnu comme légitime. Il ne s'agira plus d'une faveur accordée selon l'humeur d'un responsable politique. L'agent qui a respecté la loi ne devra pas vendre sa maison, vider ses économies ou endetter sa famille simplement parce qu'il a accompli son devoir.

Ce texte ne protégera ni les abus, ni les fautes, ni ceux qui trahissent leur serment. Lorsqu'un agent agit illégalement, il répond de ses actes. Mais lorsqu'il agit correctement, l'État doit avoir assez de courage pour le dire et assez de loyauté pour le défendre. On ne peut pas féliciter un homme en uniforme le lundi et le laisser seul devant un tribunal le mardi.

Mesdames et Messieurs, la loyauté ne peut pas fonctionner dans un seul sens. Nous exigeons de nos agents qu'ils servent le Tennessee avec honneur, courage et fidélité ; ils sont donc en droit d'attendre la même chose de leur gouvernement. Je vous demande aujourd'hui d'adopter le Lamb's Shield Act et de rassurer tous ceux qui servent cet État. Tant que vous respecterez votre serment, le Tennessee respectera le sien.



Mark Lamb
Gouverneur de l'État du Tennessee

2026

-2-

TEXTE DE LOI

CREATION : CODE DU TRAVAIL DE L'ETAT DU TENNESSEE

PARTIE I - SECTION B : OBLIGATIONS JURIDIQUES

1-1. (Principe) Le gouvernement de l'État du Tennessee, ou à défaut le service public dont elle relève, engage tous les moyens mis à sa disposition pour représenter, défendre, protéger et prendre en charge l'intégralité des frais de défense de toute personne chargée d'une mission de service public ou dépositaire de l'autorité publique, lorsque celle-ci fait l'objet de poursuites pénales à raison d'actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions.

1-2. (Condition de légitimité) Cette prise en charge est due dès lors que l'administration dont relève la personne concernée, après examen des circonstances de l'espèce, constate que l'acte à l'origine des poursuites a été accompli dans l'exercice normal de ses fonctions et ne constitue pas une faute manifestement détachable du service.

1-3. (Exclusion) La prise en charge prévue au présent article est exclue lorsque l'acte poursuivi constitue une faute manifestement détachable du service, notamment lorsqu'il procède d'un intérêt purement personnel, d'une intention de nuire, ou d'un acte manifestement illégal au sens de l'article 120-3 du Code Pénal de l'État du Tennessee.

1-4. (Autorité compétente) La décision relative à la prise en charge est rendue par le responsable hiérarchique de l'administration concernée, ou par l'autorité qu'il aura désignée à cet effet, dans un délai raisonnable à compter de l'engagement des poursuites.

1-5. (Recours) La personne à laquelle la prise en charge aurait été refusée peut contester cette décision devant la juridiction compétente.



THE STATE CAPITOL,
02,10, 2026

Lu et approuvé par les Rapporteurs,
Lu et approuvé par les soutiens du projet.
Signature page 2.

2026